

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 Avignon

Avignon, le 06/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS PCC FRANCE

Route d'Arles
Salin de Giraud
13 129 Arles

Références : D-00760-2024/LRAR N°1A 214 145 3343 4
Code AIOT : 0006400913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement IMERYS PCC FRANCE implanté Route d'Arles Salin de Giraud 13129 Arles. L'inspection a été annoncée le 08/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées au risque incendie dans les ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS PCC FRANCE
- Route d'Arles Salin de Giraud 13 129 Arles
- Code AIOT : 0006400913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IMERYS PCC exploite une usine de fabrication de carbonate de calcium précipité (CCP) sur le territoire de la commune d'Arles, au lieu-dit Salin de Giraud.

L'établissement est autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2009 et relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2520, 2750, 3310 et 3420 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Action coup de poing Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
4	Procédures de contrôle et de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	2 mois
5	Gestion des défaillances	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite relative à l'établissement :

- du plan de localisation des zones à risques d'incendie ou d'explosion,
- du registre de suivi de la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie,
- de la procédure générale en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou

d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

L'exploitant présente le plan général de son site qui comporte notamment les stockages à risques suivants, selon l'exploitant :

- stockage Fioul,
- stockage GNR,
- stockage Hydroxyde de Sodium (soude),
- stockage ammoniacale (solution aqueuse).

Ces éléments ne sont pas mis en évidence sur le plan, et la nature du risque associé n'est pas mentionnée.

L'exploitant ne possède pas de plan de localisation des risques identifiant spécifiquement les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion.

L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le plan de localisation des zones à risques de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.

L'Inspection a constaté sur le terrain, par sondage, la correspondance avec le plan général de l'établissement (localisation et type de produit stocké) pour les stockages contigus d'hydroxyde de sodium et de fioul.

Sur cette zone de stockage, l'Inspection a constaté la présence des pictogrammes de danger et des consignes de sécurité associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de

<p>fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; • l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a établi des consignes de sécurité, au nombre de 11 et qui portent notamment sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • numéros d'urgence • déclenchement sirène • incendie (fiche réflexe n°3, déclinée en fiches réflexes complémentaires 3-1 et 3-2 en cas d'incendie sur le réseau gaz ou le réseau électrique) • accident • incident environnemental <p>Ces consignes sont notamment présentes sur les 6 zones de regroupement que compte le site, selon le plan présenté par l'exploitant.</p> <p>L'Inspection constate la présence effective de ces consignes sur 2 zones : bâtiment principal et salle de contrôle du bâtiment de production.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Documents de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans et documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <p>- les plans, en particulier, pour les installations concernées :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ; <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan d'implantation des détecteurs prévus à l'article 55 du présent arrêté ;

<ul style="list-style-type: none"> le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les plans suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le plan « Réseaux, égouts, pluviales et chimiques » sur lequel figure notamment : <ul style="list-style-type: none"> les rétentions des stockages du site et notamment celles de l'ammoniaque, du Fioul, de la soude et du lait de chaux, le réseau de collecte des eaux d'incendies, qui emprunte le réseau pluvial vers la cuve de stockage de 500 m³, un déversement vers la roubine Sud, et un rejet final dans le Rhône au moyen de pompes. Le plan « Repérage zones de détection », composé d'un plan général et d'un plan par bâtiment localisant les détections incendie (optique) et gaz / flamme. Le plan des moyens de lutte contre l'incendie, composé d'un plan général et d'un plan par bâtiment, localisant les extincteurs (poudre, eau et additifs, CO2). Le plan « Réseaux incendie » localisant les poteaux incendie et les robinets d'incendie armés (RIA). <p>L'Inspection constate la présence effective sur le terrain (cohérence avec les plans présentés) :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un extincteur et d'un RIA à l'entrée du bâtiment de production ; des rétentions pour les stockages d'ammoniaque, de Fioul et d'hydroxyde de sodium.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Procédures de contrôle et de maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>(...)</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente à l'Inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> le registre de sécurité : sur les 3 dernières années, la vérification périodique des équipements de défense incendie (extincteurs et centrale incendie) est annuelle ; le dernier rapport de contrôle du 21 août 2024 établi par DESAUTEL concernant les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (centrale incendie, détecteurs, déclencheurs...) : le rapport comporte des observations relatives notamment au remplacement de détecteurs optiques et au remplacement de réservoirs de gaz inerte ; l'exploitant présente le devis correspondant daté du 3 octobre 2024. <p>L'exploitant n'a pas mis en place de registre relatif au respect de la périodicité des vérifications périodiques, aux modalités de contrôles et aux observations constatées.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection le registre de suivi de la maintenance des moyens de lutte contre l'incendie (périodicité, dates, prestataire, suivi des remarques / non-conformités).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Gestion des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que des dispositions sont mises en place pour assurer le fonctionnement des équipements et moyens de lutte contre l'incendie : par exemple, les pompes assurant l'alimentation en eau sont doublées et des groupes électrogènes sont présents pour assurer leur fonctionnement en secours.</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas formalisé ces mesures et n'a pas établi de procédure définissant les conditions et modalités de maintien en sécurité de ses installations.</p> <p>L'exploitant doit établir et transmettre à l'Inspection la procédure générale en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, et notamment les mesures compensatoires établies.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois